

L'ABELLE

De la Nouvelle Orleans
Fondée le 1er Septembre 1827

VOL. 95

NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI, 10 MARS 1921

NO. 10

Wilson et Harding

L'un se retire du pouvoir et l'autre le prend. De l'un, l'œuvre est là, qui existe toute palpitante d'intérêt, dans toutes sa noblesse et sa conception sublimée. De l'autre, on ne peut rien prédire, puisqu'il ne fait que franchir le seuil du grand domaine dans lequel son prédécesseur a laissé sa trace ineffaçable. Chacun doit être jugé à la valeur de ses actes, et ce n'est qu'à la lumière du travail accompli que l'on peut découvrir les mobiles d'un être humain.

Quelles que soient les opinions que l'on puisse avoir sur Wilson, il existe à son actif des états de service, des gestes accomplis, des idées émises, des efforts soutenus, en un mot toute une série de faits, dont il est l'auteur et dont on peut dégager l'inspiration et le caractère.

Il faut admettre que Wilson a occupé le pouvoir à l'époque la plus critique, non pas seulement de l'histoire des Etats-Unis, mais du monde entier. Comme tous les chefs des grandes nations prises dans la tourmente mondiale déchainée en 1914, il a dû faire face à des difficultés d'un ordre presque surhumain, et il a été appelé à résoudre des problèmes dont le caractère écrasant et complexe pouvait faire chavirer même les âmes les plus fortement trempées. Et il n'a pas failli à sa tâche. Que ce soit pendant la première période de la guerre, alors que les Etats-Unis, en raison du caractère hétérogène de leur population et de l'influence germanophile considérable qui y sévissait, et pendant laquelle nous ne pouvions que rester neutres, ou pendant l'époque à laquelle notre nation a combattu côté à côté avec les soldats du Droit et de la Liberté, Wilson, sans fléchir, a rempli son rôle de chef d'une grande démocratie, dont les principes et les traditions lui imposaient nécessairement des restrictions qui n'ont souvent pas été comprises. Ceux qui déclarent que Wilson aurait dû nous faire entrer en guerre plus tôt ne se rendent pas compte qu'un geste précipité de sa part dans cette voie, alors que le pays n'y était pas préparé, que l'opinion publique était encore très divisée, pouvait avoir des conséquences fatales pour la cause des Alliés, et conséquemment pour le triomphe de la civilisation et de la Chrétienté. Et personne n'osera dire que du jour où il a jugé le moment venu, Wilson ne s'est pas montré—ce que du reste il avait toujours été—le grand apôtre de la liberté des peuples et le défenseur des opprimés de par le monde.

L'œuvre de guerre de Wilson est là, encore toute palpitante de force, de grandeur d'âme et d'agissements qui ont toujours eu pour but unique le plus grand bien de l'humanité. Et son attitude à la Conférence de la Paix, quel que puisse être l'esprit de modération dont il a fait preuve à l'égard de l'ennemi, est d'une sincérité et d'une noblesse de caractère incontestables. La Ligue des Nations, le grand pacte incorporé dans le Traité de Versailles, est bien son œuvre. Elle porte son empreinte personnelle, la marque de son génie et de son puissant idéalisme. Le Traité de Versailles n'a pas été ratifié par notre nation, mais ceux qui en ont opposé l'adoption disparaîtront dans l'oubli ou la condamnation, et celui qui y a tant collaboré occupera dans l'his-

WILSON ET HARDING



toire des peuples justes et magnanimes la place la plus marquante.

Qu'importe les passions humaines qu'un esprit étroit de politique et de faction a déchainées autour de Wilson, l'histoire impartiale lui rendra justice. Les générations futures l'acclameront comme celles d'aujourd'hui l'ont fait au moment où les yeux de l'univers se tournaient vers lui avec angoisse et espoir au lendemain de l'armistice. Il est entré définitivement dans le domaine de l'histoire. Il sera à tout jamais, Wilson le Juste, le Magnanime et le Patriote. Il aura répondu aux aspirations, non pas seulement de son peuple, mais de tous ceux qui à travers le monde, sans esprit de frontières et de dessins politiques, demandaient l'abolition des guerres et le triomphe définitif de la justice et du droit des gens.

Quant à Warren G. Harding, notre nouveau Président, il est fort difficile pour l'instant d'émettre la moindre opinion à son égard. Il vient d'arriver au pouvoir et nous ne pouvons nous faire une idée de l'attitude qu'il prendra vis-à-vis des questions très graves qui le confrontent, dès son avènement au pouvoir, que par le discours qu'il a prononcé le jour de son inauguration. Son passé, ses professions de foi et ses actes comme Sénateur, ont prouvé à maintes reprises qu'il était avant tout ce que nous nous plaçons à appeler "un homme de parti." C'est un fervent adhérent des dogmes et des principes du parti Républicain. Elu à la dernière minute par la faction de son parti qui contrôlait les délibérations de la Convention de Chicago, il a dû souscrire dans une large mesure à leur programme, et pour l'instant, au moins, il doit se constituer le défenseur de leurs idées. Cette coterie dirigée par les Sénateurs Lodge et Knox, ses anciens collègues, se fera un devoir d'of-

frir constamment ses bons offices. Il s'agit de savoir maintenant si Harding saura s'affranchir de ce joug.

Dans son discours du 4 mars le nouveau Président a affirmé sa grande doctrine d'exclusivisme américain. Il a déclaré que les Etats-Unis devaient s'abstenir complètement de s'ingérer dans les questions qui préoccupent tellement en ce moment nos associés d'hier, et qui résultent de la grande lutte à laquelle nous avons participé. Il est d'avis que l'Amérique ne doit sous aucune considération faire la moindre concession de ses droits souverains, comme celle qui a été faite par les nations Alliées qui ont souscrit au Pacte de la Ligue des Nations dans l'intérêt de la société humaine et afin d'arriver à une entente visant à la suppression des guerres futures. Sa devise est "l'Amérique aux Américains," et il semble croire que nous pouvons nous désintéresser des questions brûlantes que discutent et cherchent à résoudre en ce moment les chancelleries des nations alliées. Il veut que nous nous occupions de nos propres affaires, qui certainement sont très compliquées, mais qui semblent liées dans une certaine mesure à la solution de celles qui se discutent actuellement en Europe. A-t-il raison? l'avenir seul le prouvera.

Harding arrive au pouvoir à un point tournant dans l'histoire de notre nation. Il aura à résoudre des problèmes ardu et complexes. Le pays traverse une crise économique et financière extrêmement grave. Si Harding veut que son parti reste au pouvoir il ne devra pas oublier que le peuple des Etats-Unis porte actuellement un lourd fardeau d'impôts de tous genres et que ses concitoyens comptent sur lui pour rétablir l'équilibre des choses, si fortement et si inévitablement dérangé par la plus grande des guerres.

La Population de la France

Paris—D'après un fort intéressant rapport que publie le journal parisien "Le Temps," la population de la France, pour le 1er semestre de 1920 est de 41,476,272. Ces derniers chiffres sont ceux de 90 départements moins trois arrondissements de la Marne; Châlons, Epernay et Reims.

Ces statistiques portent pour la première fois sur les 90 départements y compris, par conséquent, les dix départements qui furent envahis et les trois départements nouveaux, alsaciens et lorrains.

Les naissances ont dépassé les décès de 67,946, alors que pendant le premier semestre de 1919, pour les seuls 77 départements non envahis, on avait enregistré un excédent de 192,052 décès. La nuptialité a également progressé.

Pour la ville de Paris, la statistique comparée des premiers semestres de 1920 et de 1919 est la suivante:

	1920	1919
Mariages	22,524	18,491
Divorces	1,728	1,211
Naissances	33,371	18,595
Décès	27,592	30,264

Est-il absolument démontré en histoire que ce n'est pas un diable d'Irlandais qui a fait ce neud drôle à la queue du lion britannique?

Il aura aussi pour premier devoir de remédier à la situation anormale créée par notre état de guerre avec l'Allemagne. La Constitution des Etats-Unis lui indique le seul moyen par lequel la paix peut être rétablie avec nos ennemis; c'est celui d'un traité négocié par le chef de la nation et ratifié par la Haute Chambre. Va-t-il soumettre de nouveau au Sénat le Traité de Versailles, en recommandant son adoption avec les réserves rejetées par Wilson? Ce serait à souhaiter. Ou bien négociera-t-il une paix séparée avec l'Allemagne? Cette dernière alternative serait certainement à déplorer et ne ferait que rendre l'Allemagne plus arrogante et plus déterminée à reprendre son rang d'autrefois que jamais.

Nous espérons bien que Harding n'oubliera pas que nos "boys" ont combattu et souffert avec leurs frères d'Europe pour la défense de principes aussi chers aux Américains qu'à leurs Alliés. De cette confraternité d'armes est né un devoir, une haute obligation morale, vis-à-vis de nos morts, de nos blessés et de tous ceux dans le pays qui ont contribué à la victoire, de ne jamais faire à l'égard de l'Allemagne le moindre geste qui puisse porter atteinte à l'œuvre commune ou qui puisse permettre aux ennemis de se réjouir en constatant le manque d'unité de ceux qui ont tant sacrifié pour le plus grand bien de l'humanité.

Harding est aux prises avec des problèmes qui demandent une solution rapide et conforme à nos hauts idéals. Verra-t-il juste? Aura-t-il la largeur d'idées et l'indépendance nécessaires pour se montrer à la hauteur de sa tâche? Ses actes le prouveront. Nous croyons qu'il ne saurait mieux s'inspirer qu'en suivant la voie tracée par son prédécesseur illustre, qui estimait que notre rang parmi les nations du monde nous imposait des devoirs auxquels nous ne pouvions nous soustraire sans nous livrer à l'opprobre des générations futures.

ANDRE LAFARGUE.